



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques
Courriel : ddpp@vaucluse.gouv.fr

Avignon, le

28 JUIN 2019

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

De la société « **DELTISOL** »,
de respecter les prescriptions des articles 4.13.1, 8.2.5, 8.3.3 et 9.1.1
de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018
pour le site exploité sur la commune du Pontet

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le code de l'Environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse - M. Bertrand GAUME ;
- VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 autorisant la société « **DELTISOL** » à exploiter des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polystyrène expansé situées sur le territoire de la commune du Pontet ;
- VU la visite d'inspection du 16 octobre 2018 ;
- VU les courriers de l'exploitant du 15 novembre 2018, du 27 novembre 2018 et du 19 décembre 2018 ;
- VU la lettre de conclusion de l'inspection des installations classées du 21 janvier 2019 faisant suite à la visite de l'inspection des installations classées du 16 octobre 2018 et informant l'exploitant des suites administratives proposées conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 16 octobre 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté le non-respect des prescriptions des articles :

- 4.13.1 : absence de disjoncteur sur l'alimentation en eau du site,
- 8.2.5 : absence d'un contrôle annuel sur les systèmes de désenfumage,
- 8.3.3 : absence des dispositifs de protection contre les effets de la foudre,
- 9.1.1 :
 - absence du renforcement du bâtiment Nord et des portes coupe-feu associées pour permettre une résistance au feu de 2 h,
 - absence d'un stockage maximum dans la cour camion en îlots de 450 m³ chacun ;

CONSIDÉRANT que le non-respect des prescriptions des articles 4.13.1, 8.2.5, 8.3.3 et 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 ne permet pas de garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société « *DELTISOL* » de respecter les prescriptions des articles 4.13.1, 8.2.5, 8.3.3 et 9.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations de Vaucluse,

APRÈS communication du rapport adressé le 21 janvier 2019 de l'inspection des installations classées,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La société « *DELTISOL* », dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 840, rue de la Verdette à Vedène, exploitant des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polystyrène expansé sur le territoire de la commune du Pontet, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

ARTICLE 2

L'exploitant est mis en demeure de respecter les prescriptions :

- **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de :**
 - l'article 8.2.5. par la vérification du système de désenfumage,
 - l'article 9.1.1. par la mise en place d'un stockage maximum dans la « cour camion » de 2 îlots de 450 m³ chacun,
- **dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, de :**
 - l'article 4.1.3.1. par la mise en place d'un disconnecteur sur l'alimentation en eau du site,
 - l'article 8.3.3. par la mise en place des dispositifs de protection contre les effets de la foudre identifiés par l'étude technique.
 - l'article 9.1.1. par la réalisation d'un renforcement de la structure du Bâtiment Nord pour une résistance au feu 2 h et la mise en place des portes coupe-feu associées de résistance au feu 2 h.

ARTICLE 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes –
16, avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter de l’affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté,

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l' objet d' un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Vedène, la directrice régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à l’exploitant.

Pour le préfet,
le secrétaire général


Thierry DEMARET